

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2011 — 2349

[C — 2011/09606]

13 AOUT 2011. — Loi modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive afin de conférer des droits, dont celui de consulter un avocat et d'être assistée par lui, à toute personne auditionnée et à toute personne privée de liberté (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — Modifications du Code d'instruction criminelle

Art. 2. A l'article 47bis du Code d'instruction criminelle, inséré par la loi du 12 mars 1998, les modifications suivantes sont apportées :

1° La phrase liminaire et le point 1. sont remplacés par ce qui suit :

« § 1^{er}. Lors de l'audition de personnes, entendues en quelque qualité que ce soit, il y a lieu de respecter au moins les règles suivantes :

1. Au début de toute audition, la personne interrogée est informée succinctement des faits sur lesquels elle sera entendue et il lui est communiqué :

a) qu'elle peut demander que toutes les questions qui lui sont posées et les réponses qu'elle donne soient actées dans les termes utilisés;

b) qu'elle peut demander qu'il soit procédé à un acte d'information ou une audition déterminés;

c) que ses déclarations peuvent être utilisées comme preuve en justice;

d) qu'elle ne peut être contrainte de s'accuser elle-même.

Tous ces éléments sont consignés avec précision dans le procès-verbal d'audition. »;

2° L'article est complété par les §§ 2 à 7 rédigés comme suit :

« § 2. Sans préjudice du § 1^{er}, avant qu'il ne soit procédé à l'audition d'une personne sur des infractions qui peuvent lui être imputées, la personne à interroger est informée succinctement des faits sur lesquels elle sera entendue et il lui est communiqué :

1° qu'elle ne peut être contrainte de s'accuser elle-même;

2° qu'elle a le choix, après avoir décliné son identité, de faire une déclaration, de répondre aux questions qui lui sont posées ou de se taire;

3° qu'elle a le droit, avant la première audition, de se concerter confidentiellement avec un avocat de son choix ou avec un avocat qui lui est désigné, pour autant que les faits qui peuvent lui être imputés concernent une infraction dont la sanction peut donner lieu à la délivrance d'un mandat d'arrêt, à l'exception des délits visés à l'article 138, 6°, 6°bis et 6°ter.

Si la personne à interroger dispose de ressources insuffisantes, les articles 508/13 à 508/18 du Code judiciaire relatifs au bénéfice de la gratuité complète ou partielle de l'aide juridique de deuxième ligne sont intégralement applicables.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2011 — 2349

[C — 2011/09606]

13 AUGUSTUS 2011. — Wet tot wijziging van het Wetboek van strafvordering en van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, om aan elkeen die wordt verhoord en aan elkeen wiens vrijheid wordt benomen rechten te verlenen, waaronder het recht om een advocaat te raadplegen en door hem te worden bijgestaan (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — Wijzigingen van het Wetboek van strafvordering

Art. 2. In artikel 47bis van het Wetboek van strafvordering, ingevoegd bij de wet van 12 maart 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De inleidende zin en punt 1. worden vervangen door wat volgt :

« § 1. Bij het verhoren van personen, ongeacht in welke hoedanigheid zij worden verhoord, worden tenminste de volgende regels in acht genomen :

1. Ieder verhoor begint met de beknopte mededeling van de feiten waarover de ondervraagde persoon zal worden verhoord en de mededeling aan de ondervraagde persoon dat :

a) hij kan vragen dat alle vragen die hem worden gesteld en alle antwoorden die hij geeft, worden genoteerd in de gebruikte bewoordingen;

b) hij kan vragen dat een bepaalde opsporingshandeling wordt verricht of een bepaald verhoor wordt afgenomen;

c) zijn verklaringen als bewijs in rechte kunnen worden gebruikt;

d) hij niet verplicht kan worden zichzelf te beschuldigen.

Al deze elementen worden nauwkeurig in het proces-verbaal van verhoor opgenomen. »;

2° Het artikel wordt aangevuld met de §§ 2 tot 7, luidende :

« § 2. Onverminderd § 1, wordt, vooraleer wordt overgegaan tot het verhoor van een persoon aangaande misdrijven die hem ten laste kunnen worden gelegd, aan de te ondervragen persoon op beknopte wijze kennis gegeven van de feiten waarover hij zal worden verhoord en wordt hem meegedeeld dat :

1° hij niet verplicht kan worden zichzelf te beschuldigen;

2° hij de keuze heeft na bekendmaking van zijn identiteit om een verklaring af te leggen, te antwoorden op de hem gestelde vragen of te zwijgen;

3° hij het recht heeft om vóór het eerste verhoor een vertrouwelijk overleg te hebben met een advocaat naar keuze of een hem toegewezen advocaat, in zoverre de feiten die hem ten laste kunnen worden gelegd een misdrijf betreffen waarvan de straf aanleiding kan geven tot het verlenen van een bevel tot aanhouding, met uitzondering van de in artikel 138, 6°, 6°bis en 6°ter, bedoelde wanbedrijven.

Indien de te ondervragen persoon over onvoldoende inkomsten beschikt, zijn de artikelen 508/13 tot 508/18 van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de toekenning van de gedeeltelijke of volledige kosteloosheid van de juridische tweedelijnsbijstand onverminderd van toepassing.

Seule la personne majeure à interroger peut renoncer volontairement et de manière réfléchie au droit visé à l'alinéa 1^{er}, 3°. Elle doit procéder à la renonciation par écrit, dans un document daté et signé par elle.

Si la première audition a lieu sur convocation écrite, les droits énoncés à l'alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 3°, ainsi que la communication succincte des faits sur lesquels la personne à interroger sera entendue, peuvent déjà être notifiés dans cette convocation, laquelle est jointe en copie au procès-verbal d'audition. En pareil cas, la personne concernée est présumée avoir consulté un avocat avant de se présenter à l'audition.

Si l'audition n'a pas lieu sur convocation ou si la convocation ne mentionne pas les éléments repris à l'alinéa 4, l'audition peut être reportée une seule fois à la demande de la personne à interroger, afin de lui donner la possibilité de consulter un avocat.

Tous ces éléments sont consignés avec précision dans un procès-verbal.

§ 3. Sans préjudice des §§ 1^{er} et 2, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, toute personne privée de sa liberté conformément aux articles 1^{er}, 2, 3, 15bis et 16 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive est informée qu'elle jouit des droits énoncés aux articles 2bis, 15bis et 16 de la même loi.

§ 4. Une déclaration écrite des droits prévus aux §§ 2 et 3 est remise à la personne visée aux §§ 2 et 3 avant la première audition.

La forme et le contenu de cette déclaration des droits sont fixés par le Roi.

§ 5. Si, au cours de l'audition d'une personne qui n'était pas considérée initialement comme un suspect, il s'avère que certains éléments laissent présumer que des faits peuvent lui être imputés, cette personne est informée des droits dont elle jouit en vertu du § 2 et, le cas échéant du § 3, et la déclaration écrite visée au § 4 lui est remise.

§ 6. Aucune condamnation ne peut être prononcée contre une personne sur le seul fondement de déclarations qu'elle a faites en violation des §§ 2, 3 et 5 à l'exclusion du § 4, en ce qui concerne la concertation confidentielle préalable ou l'assistance d'un avocat au cours de l'audition.

§ 7. Sans préjudice des droits de la défense, l'avocat est tenu de garder secrètes les informations dont il acquiert la connaissance en apportant son assistance pendant les auditions conformément aux articles 2bis, § 2, et 16, § 2, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive. Celui qui viole ce secret est puni des peines prévues à l'article 458 du Code pénal. »

Art. 3. L'article 62 du même Code, est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Lorsque la descente sur les lieux est organisée en vue de la reconstitution des faits, le juge d'instruction se fait également accompagner par le suspect, la partie civile et leurs avocats.

Sans préjudice des droits de la défense, l'avocat est tenu de garder secrètes les informations dont il acquiert la connaissance en assistant à la descente sur les lieux organisée en vue de la reconstitution des faits. Celui qui viole ce secret est puni des peines prévues à l'article 458 du Code pénal. »

CHAPITRE 3. — Modifications de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive

Art. 4. Le titre I^{er}, chapitre I^{er}, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, est complété par un article 2bis rédigé comme suit :

« Art. 2bis. § 1^{er}. Quiconque est privé de sa liberté conformément aux articles 1^{er} ou 2, ou en exécution d'un mandat d'amener visé à l'article 3, a le droit, dès ce moment et préalablement au premier interrogatoire suivant par les services de police ou, à défaut, par le procureur du Roi ou le juge d'instruction, de se concerter confidentiellement avec un avocat de son choix. S'il n'a pas choisi d'avocat ou si celui-ci est empêché, contact est pris avec la permanence organisée par l'Ordre des barreaux francophones et germanophone, et l'« Orde van Vlaamse balies » ou, à défaut, par le bâtonnier de l'Ordre ou son délégué.

Alleen de meerderjarige te ondervragen persoon kan vrijwillig en weloverwogen afstand doen van het in het eerste lid, 3°, bedoelde recht. Hij moet de afstand schriftelijk doen, in een door hem gedateerd en ondertekend document.

Indien het eerste verhoor op schriftelijke uitnodiging geschiedt, kunnen de in het eerste lid, 1°, 2° en 3° vermelde rechten, evenals de beknopte mededeling van de feiten waarover de te ondervragen persoon zal worden verhoord, reeds ter kennis gebracht worden in deze uitnodiging waarvan een kopie gevoegd wordt bij het proces-verbaal van verhoor. In dat geval wordt de betrokkene geacht een advocaat te hebben geraadpleegd alvorens zich aan te bieden voor het verhoor.

Indien het verhoor niet op uitnodiging geschiedt of indien bij de uitnodiging de in het vierde lid bepaalde elementen niet zijn vermeld, kan het verhoor op verzoek van de te ondervragen persoon eenmalig worden uitgesteld, teneinde hem de gelegenheid te geven een advocaat te raadplegen.

Al deze elementen worden nauwkeurig opgenomen in een proces-verbaal.

§ 3. Onverminderd de §§ 1 en 2, eerste lid, 1° en 2°, wordt aan eenieder die van zijn vrijheid beroofd is overeenkomstig de artikelen 1, 2, 3, 15bis en 16 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis meegedeeld dat hij de rechten geniet die worden opgesomd in de artikelen 2bis, 15bis en 16 van dezelfde wet.

§ 4. Aan de in §§ 2 en 3 bedoelde personen wordt voor het eerste verhoor een schriftelijke verklaring van de in de §§ 2 en 3 bedoelde rechten overhandigd.

De vorm en inhoud van deze verklaring van rechten worden door de Koning bepaald.

§ 5. Indien tijdens het verhoor van een persoon, die aanvankelijk niet als verdachte werd beschouwd, blijkt dat er elementen zijn die laten vermoeden dat hem feiten ten laste kunnen worden gelegd, dan wordt hij ingelicht over de rechten die hij heeft ingevolge § 2 en, in voorkomend geval, § 3 en wordt hem de in § 4 bedoelde schriftelijke verklaring overhandigd.

§ 6. Tegen een persoon kan geen veroordeling worden uitgesproken die enkel gegrond is op verklaringen die hij heeft afgelegd in strijd met de §§ 2, 3 en 5 met uitsluiting van § 4, wat betreft het voorafgaandelijk vertrouwelijk overleg of de bijstand door een advocaat tijdens het verhoor.

§ 7. Onverminderd de rechten van verdediging is de advocaat verplicht tot geheimhouding van de informatie waarvan hij kennis krijgt door het verlenen van bijstand tijdens de verhoren zoals bepaald in de artikelen 2bis, § 2, en 16, § 2, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis. Hij die de geheimhoudingsplicht schendt, wordt gestraft met de bij artikel 458 van het Strafwetboek bepaalde straffen. »

Art. 3. Artikel 62 van hetzelfde Wetboek, wordt aangevuld met twee leden, luidende :

« Wanneer het plaatsbezoek georganiseerd wordt met het oog op de reconstructie van de feiten, laat de onderzoeksrechter zich eveneens vergezellen door de verdachte, de burgerlijke partij en hun advocaten.

Onverminderd de rechten van verdediging, is de advocaat verplicht tot geheimhouding van de informatie waarvan hij kennis krijgt door het bijwonen van het plaatsbezoek met het oog op de reconstructie van de feiten. Hij die de geheimhoudingsplicht schendt, wordt gestraft met de bij artikel 458 van het Strafwetboek bepaalde straffen. »

HOOFDSTUK 3. — Wijzigingen van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis

Art. 4. Titel I, hoofdstuk I van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis wordt aangevuld met een artikel 2bis, luidende :

« Art. 2bis. § 1. Eenieder die van zijn vrijheid is beroofd overeenkomstig de artikelen 1 of 2 of ter uitvoering van een in artikel 3 bedoeld bevel tot medebrenging heeft vanaf dat ogenblik en vóór het eerstvolgende verhoor door de politiediensten, of bij gebrek hieraan door de procureur des Konings of de onderzoeksrechter, het recht om vertrouwelijk overleg te plegen met een advocaat naar keuze. Indien hij geen advocaat gekozen heeft of indien de advocaat verhinderd is, wordt contact opgenomen met de permanentiedienst die wordt georganiseerd door de Orde van Vlaamse balies en de « Orde des barreaux francophones et germanophone », of bij gebrek hieraan door de stafhouder van de Orde of zijn gemachtigde.

Si la personne à interroger ne dispose pas de ressources suffisantes, les articles 508/13 à 508/18 du Code judiciaire relatifs au bénéfice de la gratuité complète ou partielle de l'aide juridique de deuxième ligne sont intégralement applicables.

Dès l'instant où contact est pris avec l'avocat choisi ou la permanence, la concertation confidentielle avec l'avocat doit avoir lieu dans les deux heures. A l'issue de la concertation confidentielle, d'une durée maximale de trente minutes, l'audition peut commencer.

Si la concertation confidentielle prévue n'a pas eu lieu dans les deux heures, une concertation confidentielle par téléphone a néanmoins encore lieu avec la permanence, après quoi l'audition peut débiter.

Ce n'est qu'après avoir eu un contact confidentiel par téléphone avec la permanence que la personne majeure concernée peut, après une privation de liberté, renoncer volontairement et de manière réfléchie au droit à une concertation confidentielle avec un avocat. La personne à interroger procède à la renonciation par écrit dans un document daté et signé par elle. Les mineurs ne peuvent pas renoncer à ce droit.

Tous ces éléments sont consignés avec précision dans un procès-verbal.

§ 2. La personne concernée a le droit à être assistée de son avocat lors des auditions qui ont lieu dans le délai visé aux articles 1^{er}, 1^o, 2, 12 ou 15bis.

L'avocat peut assister à l'audition, laquelle peut cependant déjà avoir débuté conformément au § 1^{er}, alinéas 3 et 4.

L'assistance de l'avocat a exclusivement pour objet de permettre un contrôle :

1^o du respect du droit de la personne interrogée de ne pas s'accuser elle-même, ainsi que de sa liberté de choisir de faire une déclaration, de répondre aux questions qui lui sont posées ou de se taire;

2^o du traitement réservé à la personne interrogée durant l'audition, en particulier de l'exercice manifeste de pressions ou contraintes illicites;

3^o de la notification des droits de la défense visés à l'article 47bis du Code d'instruction criminelle et de la régularité de l'audition.

L'avocat peut, sans délai, faire mentionner dans le procès-verbal d'audition les violations des droits visés à l'alinéa 3, 1^o, 2^o et 3^o, qu'il estime avoir observées.

L'audition sera interrompue pendant quinze minutes au maximum en vue d'une concertation confidentielle supplémentaire, soit une seule fois à la demande de la personne interrogée elle-même ou à la demande de son avocat, soit en cas de révélation de nouvelles infractions qui ne sont pas en relation avec les faits qui ont été portés à sa connaissance conformément à l'article 47bis, § 2, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle.

Seule la personne majeure interrogée peut volontairement et de manière réfléchie renoncer à l'assistance d'un avocat pendant l'audition. Il en est fait mention dans le document visé au § 1^{er}, alinéa 5, ou dans le procès-verbal d'audition.

§ 3. Quiconque est privé de sa liberté conformément aux articles 1^{er}, 2 ou 3 a droit à ce qu'une personne de confiance soit informée de son arrestation, par la personne qui interroge ou une personne désignée par elle, par le moyen de communication le plus approprié.

S'il existe, en raison de la communication de cette information, de sérieuses raisons de craindre que l'on tente de faire disparaître des preuves, qu'il y ait une collusion entre l'intéressé et des tiers ou que celui-ci se soustraie à l'action de la justice, le procureur du Roi ou le juge d'instruction en charge du dossier peut, par décision motivée, différer cette communication pour la durée nécessaire à la protection des intérêts de l'enquête.

Indien de te ondervragen persoon over onvoldoende inkomsten beschikt, zijn de artikelen 508/13 tot 508/18 van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de toekenning van de gedeeltelijke of volledige kosteloosheid van de juridische tweedelijnsbijstand onverminderd van toepassing.

Vanaf het contact met de gekozen advocaat of de permanentiedienst, dient het vertrouwelijk overleg met de advocaat binnen twee uren plaats te vinden. Na het vertrouwelijk overleg, dat maximaal dertig minuten duurt, kan het verhoor aanvangen.

Indien het geplande vertrouwelijke overleg niet binnen twee uren heeft plaatsgevonden, vindt alsnog een telefonisch vertrouwelijk overleg met de permanentiedienst plaats, waarna het verhoor kan aanvangen.

Enkel na vertrouwelijk telefonisch contact met de permanentiedienst, kan de betrokken meerderjarige na vrijheidsbeneming vrijwillig en weloverwogen afstand doen van het recht op vertrouwelijk overleg met een advocaat. De te ondervragen persoon doet schriftelijk afstand in een door hem gedateerd en ondertekend document. Minderjarigen kunnen geen afstand doen van dit recht.

Al deze elementen worden nauwkeurig opgenomen in een proces-verbaal.

§ 2. De betrokken persoon heeft recht op bijstand door zijn advocaat tijdens de verhoren die plaatsvinden binnen de bij de artikelen 1, 1^o, 2, 12 of 15bis bedoelde termijnen.

De advocaat kan aanwezig zijn tijdens het verhoor, dat evenwel reeds een aanvang genomen kan hebben overeenkomstig de bepalingen van § 1, derde en vierde lid.

De bijstand van de advocaat heeft uitsluitend tot doel toezicht mogelijk te maken op :

1^o de eerbiediging van het recht zichzelf niet te beschuldigen en de keuzevrijheid om een verklaring af te leggen, te antwoorden op de gestelde vragen of te zwijgen;

2^o de wijze waarop de ondervraagde persoon tijdens het verhoor wordt behandeld, inzonderheid op het al dan niet kennelijk uitoefenen van ongeoorloofde druk of dwang;

3^o de kennisgeving van de in artikel 47bis van het Wetboek van strafvordering bedoelde rechten van verdediging en de regelmatigheid van het verhoor.

De advocaat kan onmiddellijk in het proces-verbaal van het verhoor melding laten maken van de schendingen van de in het derde lid, 1^o, 2^o en 3^o vermelde rechten die hij meent te hebben vastgesteld.

Het verhoor wordt gedurende maximaal vijftien minuten onderbroken met het oog op bijkomend vertrouwelijk overleg, hetzij eenmalig op verzoek van de ondervraagde persoon zelf of op verzoek van zijn advocaat, hetzij bij het aan het licht komen van nieuwe strafbare feiten die niet in verband staan met de feiten die hem overeenkomstig artikel 47bis, § 2, eerste lid, van het Wetboek van strafvordering ter kennis werden gebracht.

Alleen de meerderjarige ondervraagde persoon kan vrijwillig en weloverwogen afstand doen van de bijstand van een advocaat tijdens het verhoor. Hiervan wordt melding gemaakt in het document bedoeld in het in § 1, vijfde lid, bedoelde document of in het proces-verbaal van het verhoor.

§ 3. Eenieder die van zijn vrijheid is beroofd overeenkomstig de artikelen 1, 2 of 3, heeft het recht dat een vertrouwenspersoon over zijn aanhouding wordt ingelicht door de ondervrager of een door hem aangewezen persoon, via het meest geschikte communicatiemiddel.

Als er ernstige redenen bestaan om te vrezen dat men door deze inlichting zou pogen bewijzen te laten verdwijnen, dat de betrokkene zich zou verstaan met derden of zich aan het optreden van het gerecht zou onttrekken, kan de procureur des Konings of de met het dossier belaste onderzoeksrechter bij een met redenen omklede beslissing deze inlichting uitstellen voor de duur die noodzakelijk is om de belangen van het onderzoek te beschermen.

§ 4. Quiconque est privé de sa liberté conformément aux articles 1^{er}, 2 ou 3 a droit à une assistance médicale.

Sans préjudice du droit prévu à l'alinéa 1^{er}, cette personne a subsidiairement le droit de demander à être examinée par un médecin de son choix. Le coût de cet examen est à sa charge.

§ 5. A la lumière des circonstances particulières de l'espèce, et pour autant qu'il existe des raisons impérieuses, le procureur du Roi ou le juge d'instruction en charge peut exceptionnellement, par une décision motivée, déroger aux droits prévus aux §§ 1^{er} et 2. »

Art. 5. Dans la même loi, il est inséré, dans le titre I^{er}, un chapitre II/1 intitulé :

« De l'ordonnance de prolongation ».

Art. 6. Dans le chapitre II/1, inséré par l'article 5, il est inséré un article 15bis rédigé comme suit :

« Art. 15bis. Agissant sur réquisition du procureur du Roi ou intervenant d'office, le juge d'instruction peut prendre une ordonnance visant à prolonger le délai visé à l'article 1^{er}, 1^o, ou à l'article 2.

La privation de liberté qui résulte de cette ordonnance ne peut, en aucun cas, excéder vingt-quatre heures, à compter de la signification de l'ordonnance.

L'ordonnance est motivée et ne peut être prise qu'une seule fois. Elle mentionne les éléments qui justifient l'ouverture d'un nouveau délai, à savoir :

- 1^o les indices sérieux de culpabilité relatifs à un crime ou à un délit;
- 2^o les circonstances particulières de l'espèce.

Elle est signifiée à la personne concernée dans un délai de vingt-quatre heures. Celui-ci commence à courir au moment déterminé par l'article 1^{er}, 2^o ou 3^o, ou par l'article 2, 5^o. A défaut de signification régulière dans le délai prescrit par la loi, la personne est libérée.

L'ordonnance de prolongation est communiquée immédiatement au procureur du Roi. Elle n'est susceptible d'aucun recours.

Durant la nouvelle période de vingt-quatre heures, la personne a le droit de se concerter confidentiellement, pendant trente minutes, avec son avocat. »

Art. 7. A l'article 16 de la même loi, modifié par les lois des 23 janvier et 10 avril 2003, 31 mai 2005 et 20 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1^o Dans le § 2, trois alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« L'inculpé a le droit à être assisté de son avocat lors de l'interrogatoire. Seul l'inculpé majeur peut renoncer volontairement et de manière réfléchie à ce droit. Le juge d'instruction fait mention de cette renonciation dans le procès-verbal d'audition.

L'avocat peut formuler des observations conformément à l'article 2bis, § 2, alinéa 4.

Le juge d'instruction informe l'avocat à temps des lieu et heure de l'interrogatoire, auquel il peut assister. L'interrogatoire peut commencer à l'heure prévue, même si l'avocat n'est pas encore présent. A son arrivée, l'avocat se joint à l'audition. »;

2^o Dans le § 2, dans l'alinéa 2 devenant l'alinéa 5, la première phrase est remplacée par la phrase suivante :

« Le juge d'instruction doit également informer l'inculpé de la possibilité qu'un mandat d'arrêt soit décerné à son encontre, et l'entendre en ses observations à ce sujet et, le cas échéant, en celles de son avocat. »;

3^o Le § 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Si l'inculpé n'a pas encore d'avocat, le juge d'instruction lui rappelle qu'il a le droit de choisir un avocat et il en informe le bâtonnier de l'Ordre ou son délégué. Il est fait mention de ces formalités dans le procès-verbal d'audition. »

§ 4. Eenieder die van zijn vrijheid is beroofd overeenkomstig de artikelen 1, 2 of 3, heeft recht op medische bijstand.

Onverminderd het in het eerste lid bepaald recht, heeft deze persoon subsidiair het recht een onderzoek door een arts naar keuze te vragen. De kosten voor dit laatste onderzoek vallen te zijn laste.

§ 5. In het licht van de bijzondere omstandigheden van de zaak en voor zover er dwingende redenen zijn, kan de procureur des Konings of de gelaste onderzoeksrechter uitzonderlijk, bij een met redenen omklede beslissing, afwijken van de in de §§ 1 en 2 bepaalde rechten. »

Art. 5. In dezelfde wet wordt in titel I een hoofdstuk II/1 ingevoegd, luidende :

« Het bevel tot verlenging ».

Art. 6. In hoofdstuk II/1, ingevoegd bij artikel 5, wordt een artikel 15bis ingevoegd, luidende :

« Art. 15bis. De onderzoeksrechter, die handelt op vordering van de procureur des Konings of ambtshalve optreedt, kan een bevel verlenen tot verlenging van de in artikel 1, 1^o of artikel 2 bedoelde termijnen.

De vrijheidsbeneming die het gevolg is van dat bevel mag in geen geval langer duren dan vierentwintig uur te rekenen vanaf de betekening van het bevel.

Het bevel is met redenen omkleed en kan slechts eenmaal verleend worden. Het vermeldt de gegevens die het ingaan van een nieuwe termijn verantwoorden, te weten :

- 1^o de ernstige aanwijzingen van schuld aan een misdaad of een wanbedrijf;
- 2^o de bijzondere omstandigheden van het voorliggende geval.

Het wordt aan de betrokkene betekend binnen een termijn van vierentwintig uren. Die termijn gaat in op het tijdstip dat wordt bepaald door artikel 1, 2^o of 3^o, of door artikel 2, 5^o. Bij gebrek aan een regelmatige betekening binnen de termijn die de wet bepaalt, wordt de persoon vrijgelaten.

Het bevel tot verlenging wordt onmiddellijk meegedeeld aan de procureur des Konings. Er kan geen rechtsmiddel tegen worden ingesteld.

Tijdens de nieuwe periode van vierentwintig uur heeft de persoon het recht gedurende dertig minuten vertrouwelijk overleg te plegen met zijn advocaat. »

Art. 7. In artikel 16 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 23 januari en 10 april 2003, 31 mei 2005 en 20 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o In § 2 worden tussen het eerste en het tweede lid, drie leden ingevoegd, luidende :

« De verdachte heeft recht op bijstand van zijn advocaat tijdens de ondervraging. Alleen de meerderjarige verdachte kan hiervan vrijwillig en weloverwogen afstand doen. De onderzoeksrechter maakt melding van deze afstand in het proces-verbaal van het verhoor.

De advocaat mag opmerkingen formuleren overeenkomstig artikel 2bis, § 2, vierde lid.

De onderzoeksrechter verwittigt de advocaat tijdig van de plaats en het uur van de ondervraging die hij kan bijwonen. De ondervraging kan op het voorziene uur aanvangen, zelfs indien de advocaat nog niet aanwezig is. Als de advocaat ter plaatse komt, woont hij het verhoor bij. »;

2^o In § 2 wordt in het tweede lid, dat het vijfde lid wordt, de eerste zin vervangen door de volgende zin :

« De onderzoeksrechter moet de verdachte eveneens meedelen dat tegen hem een aanhoudingsbevel kan worden uitgevaardigd en hij moet zijn opmerkingen en, in voorkomend geval, die van zijn advocaat ter zake horen. »;

3^o Paragraaf 4 wordt vervangen door wat volgt :

« § 4. Indien de verdachte nog geen advocaat heeft, herinnert de onderzoeksrechter hem eraan dat hij het recht heeft een advocaat te kiezen en verwittigt hij de stafhouder van de Orde of diens gemachtigde. Van die formaliteiten wordt melding gemaakt in het proces-verbaal van verhoor. »

Art. 8. Dans l'article 18 de la même loi, le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le mandat d'arrêt est signifié à l'inculpé dans un délai de vingt-quatre heures. Celui-ci commence à courir soit au moment déterminé par l'article 1^{er}, 2^o ou 3^o, ou par l'article 2, 5^o, soit, lorsque le mandat d'arrêt est décerné à charge d'un inculpé détenu sur le fondement d'un mandat d'amener ou sur le fondement d'une ordonnance de prolongation, au moment de la signification de ce mandat ou de cette ordonnance. »

Art. 9. Dans l'article 20 de la même loi, le § 1^{er}, modifié par la loi du 12 janvier 2005, est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions des articles 2bis, 15bis et 16, l'inculpé peut communiquer librement avec son avocat immédiatement après sa première audition par le juge d'instruction. »

CHAPITRE 4. — *Entrée en vigueur*

Art. 10. Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi ou de certaines de ses dispositions.

La présente loi entre en vigueur au plus tard le 1^{er} janvier 2012.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtu du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Nice, le 13 août 2011.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

—
Note

(1) *Session ordinaire 2010-2011.*

Sénat.

Documents. — Proposition de loi de Mme Defraigne, M. Delpérée, Mmes Faes et Taelman, M. Torfs et Mme Turan, 5-663 - N^o 1. — Amendements, 5-663 - N^{os} 2 et 3. — Rapport, 5-663 - N^o 4. — Texte adopté par la commission, 5-663 - N^o 5. — Amendements, 5-663 - N^o 6. Texte adopté en séance plénière et transmis à la Chambre des représentants, 5-663 - N^o 7.

Voir aussi :

Annales. — 3 mars 2011.

Chambre des représentants.

Documents. — Projet transmis par le Sénat, 53 1279/001. — Avis du Conseil d'Etat, 53 1279/002. — Amendements, 53 1279/003 et 004. — Rapport, 53 1279/005. — Texte adopté par la commission, 53 1279/006. Amendements, 53 1279/007 et 008. — Texte amendé par la Chambre des représentants et renvoyé au Sénat, 53 1279/009.

Voir aussi :

Compte rendu intégral. — 15 et 16 juillet 2011.

Sénat

Documents. — Projet amendé par la Chambre des représentants et renvoyé au Sénat, 5-663 - N^o 8. — Amendements, 5-663 - N^o 9. — Rapport, 5-663 - N^o 10. — Texte adopté par la commission, 5-663 - N^o 11. — Texte amendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des représentants, 5-663 - N^o 12.

Voir aussi :

Annales. — 7 juillet 2011.

Chambre des représentants.

Documents. — Projet réamendé par le Sénat, 53 1279/010. — Amendements, 53 1279/011. — Rapport, 53 1279/012. — Texte adopté par la commission, 53 1279/013. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, 53 1279/014.

Voir aussi :

Compte rendu intégral. — 19 et 20 juillet 2011.

Art. 8. In artikel 18 van dezelfde wet wordt § 1, eerste lid, vervangen door wat volgt :

« § 1. Het bevel tot aanhouding wordt aan de verdachte betekend binnen een termijn van vierentwintig uur. Deze termijn gaat in hetzij op het tijdstip dat wordt bepaald door artikel 1, 2^o, of 3^o, of door artikel 2, 5^o, hetzij, wanneer het bevel tot aanhouding is uitgevaardigd tegen een verdachte die van zijn vrijheid is beroofd op grond van een bevel tot medebrenging of op grond van een bevel tot verlenging, op het tijdstip van de betekening van dit bevel. »

Art. 9. In artikel 20 van dezelfde wet wordt § 1, gewijzigd bij de wet van 12 januari 2005, vervangen door wat volgt :

« § 1. Onverminderd het bepaalde in de artikelen 2bis, 15bis en 16, kan de verdachte onmiddellijk na zijn eerste verhoor door de onderzoeksrechter vrij verkeer hebben met zijn advocaat. »

HOOFDSTUK 4. — *Inwerkingtreding*

Art. 10. De Koning bepaalt de datum waarop deze wet of sommige van de erin vervatte bepalingen in werking treden.

Deze wet treedt uiterlijk op 1 januari 2012 in werking.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Nice, 13 augustus 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

—
Nota

(1) *Gewone zitting 2010-2011.*

Senaat.

Stukken. — Wetsvoorstel van Mevr. Defraigne, de heer Delpérée, de dames Faes en Taelman, de heer Torfs en Mevr. Turan, 5-663 - Nr. 1. — Amendementen, 5-663 - Nrs. 2 en 3. — Verslag, 5-663 - Nr. 4. — Tekst aangenomen door de commissie, 5-663 - Nr. 5. — Amendementen, 5-663 - Nr. 6. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, 5-663 - Nr. 7.

Zie ook :

Handelingen. — 3 maart 2011.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Stukken. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, 53 1279/001. — Advies van de Raad van State, 53 1279/002. — Amendementen, 53 1279/003 en 004. — Verslag, 53 1279/005. — Tekst aangenomen door de commissie, 53 1279/006. — Amendementen, 53 1279/007 en 008. — Tekst geamendeerd door de Kamer van volksvertegenwoordigers en teruggezonden naar de Senaat, 53 1279/009.

Zie ook :

Integraal verslag. — 15 en 16 juni 2011.

Senaat.

Stukken. — Ontwerp geamendeerd door de Kamer van volksvertegenwoordigers en teruggezonden naar de Senaat, 5-663 - Nr. 8. — Amendementen, 5-663 - Nr. 9. — Verslag, 5-663 - Nr. 10. — Tekst aangenomen door de commissie, 5-663 - Nr. 11. — Tekst geamendeerd door de Senaat en teruggezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, 5-663 - Nr. 12.

Zie ook :

Handelingen. — 7 juli 2011.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Stukken. — Ontwerp opnieuw geamendeerd door de Senaat, 53 1279/010. — Amendementen, 53 1279/011. — Verslag, 53 1279/012. Tekst aangenomen door de commissie, 53 1279/013. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, 53 1279/014.

Zie ook :

Integraal verslag. — 19 en 20 juli 2011.